

Conférence de presse annuelle
« Attentes de l'économie à l'égard de la nouvelle législature »
Jeudi 12 janvier 2012

Seul l'exposé prononcé fait foi.

La Suisse doit promouvoir l'entrepreneuriat

Surmonter une situation économique difficile grâce à l'innovation et à l'esprit d'entreprise

Pascal Gentinetta, président de la direction

Mesdames, Messieurs,

Nicolas G. Hayek, entrepreneur-icône de l'économie suisse, a dit un jour : « Nous avons besoin de plus de chefs d'entreprise et de moins de politique ». Cette phrase s'adressait à l'économie. Nous devons prendre nos responsabilités et ne pas en appeler à l'État. Ce n'est qu'à cette condition que nous pouvons développer de nouveaux produits à forte valeur et, partant, créer des emplois et accroître la prospérité. En temps de crise, la force entrepreneuriale d'une économie prend toute son importance. Or l'État ne peut imposer un état d'esprit. Celui-ci naît lorsque la liberté de chaque individu est grande, ce qui permet de saisir au bond les occasions qui se présentent. Si la liberté n'est pas un gage absolu d'esprit d'entreprise, elle offre néanmoins un excellent terreau à son développement. C'est pourquoi le monde politique doit éviter de tomber dans le piège de la surréglementation. Il doit au contraire promouvoir l'esprit d'entreprise en aménageant des conditions cadres aussi ouvertes, libérales et stables que faire se peut. Si la Suisse réussit à garder la tête froide dans l'actuelle crise européenne de la dette, elle pourrait – justement grâce à ses entrepreneurs capables de s'adapter – faire une fois encore figure de grande gagnante.

Comment la Suisse est-elle devenue un pays d'entrepreneurs ? Cela tient principalement au fait que l'économie helvétique a déjà bénéficié tôt d'une liberté générale du commerce et de l'industrie. En comparaison internationale, la Confédération a toujours fait preuve de retenue en matière d'interventions économiques, ce qui se traduit par une quote-part de l'État faible et une charge fiscale relativement modérée. Par ailleurs, nos prescriptions légales sont moins bureaucratiques, et notre démocratie directe offre la meilleure garantie de proximité avec le citoyen. Toutes ces recettes ont fait leurs preuves et doivent être perpétuées par les milieux politiques. L'ouverture économique de notre pays joue aussi en faveur de nos entrepreneurs. Depuis toujours, nous avons su attirer des cerveaux du monde entier, promouvant un esprit pionnier et d'entreprise fort ainsi que l'excellence dans la qualité du travail et des performances. Sans oublier le rôle central joué par nos universités et écoles polytechniques fédérales en tant que « partenaires d'innovation » de l'économie. Il faut tout mettre en œuvre pour que celles-ci comptent parmi les meilleures au monde et continuent de drainer les talents. À cet effet, il convient non seulement d'accroître les budgets alloués à la formation, mais aussi d'encourager la concurrence, sachant que l'argent à lui seul ne peut ni garantir ni améliorer la qualité des hautes écoles helvétiques.

Celles-ci doivent viser l'excellence en concurrence les unes avec les autres. À ce niveau, un consensus régional aurait des effets désastreux à long terme.

Si la Suisse est aujourd'hui un site de production hautement compétitif, réputé pour sa capacité d'innovation, la précision et la qualité de son travail, c'est parce que notre pays a fait un sans-faute ou presque par le passé. Preuve en sont notre tissu de branches équilibré, la symbiose fructueuse entre grandes entreprises et PME ainsi que notre économie largement diversifiée. Les conditions-cadre sont optimales pour mettre en valeur nos atouts éprouvés qui se sont renforcés au fil des ans, tout en promouvant de nouvelles branches telles que la technique médicale, la biotechnologie et le cleantech, de sorte à consolider la compétitivité générale de notre économie. Le succès de la place économique suisse repose principalement sur la capacité d'innovation des entrepreneurs, et non pas sur une politique industrielle imposée par un État qui subventionne certains secteurs (l'agriculture et les énergies renouvelables, par exemple) ou leur octroie des privilèges fiscaux particuliers (par le truchement de taux de TVA différenciés ou de régimes d'exonération spécifiques, par exemple).

De nombreuses grandes firmes suisses ont été fondées par des entrepreneurs visionnaires et innovateurs d'origines aussi diverses que lointaines. Je pense notamment à des personnalités comme Henri Nestlé ou Nicolas G. Hayek, déjà cité en introduction de mon exposé. Véritables fleurons de l'économie helvétique, les entreprises créées par ces hommes n'auraient pas vu le jour sans une politique migratoire à la fois ouverte et maîtrisée. Les deux grands axes qui la sous-tendent, à savoir la libre circulation des personnes avec l'UE et l'application de contingents pour les ressortissants de pays tiers, se sont révélés pertinents dans l'ensemble. Et même si notre politique d'immigration soulève ponctuellement des questions, on ne saurait tolérer que son orientation stratégique fondamentalement juste soit délibérément mise en danger. Les initiatives sur l'immigration en cours sont dangereuses, et les milieux économiques les rejettent avec fermeté. Incompatibles avec la libre circulation des personnes, elles isoleraient la Suisse sur le plan économique.

J'arrive au terme de mon exposé. La Suisse a besoin d'entrepreneurs. Comme le disait Nicolas G. Hayek, l'esprit d'entreprise est la clé du succès. Il faut encourager les initiatives, ne pas renforcer encore les réglementations. De ce point de vue, ce n'est pas seulement leur nombre qui est déterminant, mais leur qualité. Voici un des défis majeurs que notre Conseil fédéral nouvellement élu devra relever, sachant que le risque d'étatisme et de protectionnisme est particulièrement fort en période de crise. Un risque qu'il faut combattre et qui ne peut l'être efficacement que si les entreprises helvétiques réussissent à convaincre les preneurs de décisions des milieux politiques et publics que l'innovation et l'esprit d'entreprise sont les meilleurs alliés pour surmonter une situation économique difficile. Nicolas G. Hayek déplorait qu'un grand nombre de ceux qui forment l'opinion en Suisse n'aient pas la moindre notion de ce qu'est un chef d'entreprise. C'est aux milieux économiques qu'il revient d'œuvrer en faveur d'une meilleure compréhension de l'esprit d'entreprise, une tâche qu'economiesuisse a inscrit au nombre de ses priorités pour 2012. Nous allons d'ailleurs prochainement publier une étude sur l'innovation qui met en exergue les catalyseurs de l'esprit d'initiative et d'innovation dans notre pays, car ce sont les meilleurs garants de conditions cadres favorables pour nos entreprises.